

Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Bernard TRAVIER.

Engagement de la Ville de Montpellier dans le projet Territoire Zéro Chômeur de longue durée - Année 2021- Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

L'expérimentation nationale "Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée" vise à apporter une solution innovante à la lutte contre le chômage de longue durée en proposant, sur un territoire défini, à toutes personnes durablement privées d'emploi et volontaires, un emploi en CDI à temps choisi. Pour cela, des activités utiles au territoire, et non concurrentes de l'existant sont créées à partir des compétences et propositions des volontaires eux-mêmes.

Ce projet est basé sur la co-construction des acteurs locaux qui seront réunis en « Comité Local pour l'Emploi » pour préciser le territoire d'expérimentation, identifier les activités existantes, les personnes durablement privées d'emploi, définir les objectifs de l'expérimentation et la suivre. Les activités et les emplois seront portés et organisés par une Entreprise à But d'Emploi (EBE).

Le projet repose sur trois hypothèses :

- « Personne n'est inemployable » : tous les chômeurs de longue durée ont des compétences inutilisées qui peuvent être mobilisées ;
- La privation d'emploi coûte cher à la collectivité : les coûts des prestations liées à la privation d'emploi pourraient être utilisés pour créer des emplois ;
- De nombreux besoins sociaux, économiques et environnementaux sont peu ou pas couverts, car pas assez rentables pour le marché privé ou parce mal repérés à l'échelle de certains territoires.

Le modèle économique consiste à « activer les dépenses passives », c'est-à-dire à rediriger les budgets issus de la privation d'emploi, les manques à gagner et autres coûts induits pour financer les emplois manquants et

ainsi permettre à chaque volontaire d'accéder au « droit à l'emploi ». La loi prévoit le financement des emplois à travers un fonds d'expérimentation territoriale versé à l'EBE notamment.

Après une première expérimentation lancée sur 10 territoires par la loi du 29 février 2016, une nouvelle loi du 14 décembre 2020 étend l'expérimentation qui bénéficiera à 50 nouveaux territoires au moins. Après parution du décret d'application de la loi, un appel à projet national sera lancé au courant du second semestre 2021.

La Ville de Montpellier souhaite s'engager dans cette démarche et préparer une future candidature portant sur un quartier prioritaire de la Politique de la Ville. Un travail partenarial permettra à la commune et les partenaires qui la rejoindront de co-construire un nouvel outil de lutte contre le chômage de longue durée, complémentaire aux politiques publiques en matière d'emploi, d'insertion et de cohésion sociale dans laquelle la Ville et la Métropole de Montpellier sont investies aux côtés de l'Etat, du Conseil Régional, du Conseil Départemental et du Service public de l'emploi en particulier.

Afin de participer à la dynamique nationale de l'expérimentation et disposer de retours d'expériences et d'un accompagnement, il est proposé d'adhérer à l'association « Territoires zéro chômeur de longue durée » (TZCLD), qui a pour objet l'animation et le développement du projet dans ses différentes étapes. Le montant de l'adhésion s'élève à 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De dire que la Ville de Montpellier déclare être « territoire émergent » et souhaite participer à l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ;
- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association TZCLD d'un montant de 500 € pour l'année 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24 juin 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 juin 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.